

Énergie et Développement en Amérique Latine. Bilan et perspectives d'un demi-siècle d'échanges franco-Iatinoaméricains

Projet présenté par Angel DE LA VEGA NAVARRO
IEPE/CNRS, *juillet 2002*

Commentaires et suggestions sont les bienvenus: adelaveg@servidor.unam.mx

Il y a environ un demi-siècle l'IEJE (Institut Économique et Juridique de l'Énergie) de Grenoble a noué les premiers contacts en Amérique Latine, au Brésil et en Argentine, plus précisément. Par la suite viendraient d'autres pays: le Pérou, le Mexique, la Colombie et beaucoup d'autres. Dans ces années là une certaine vision du développement prédominait en Amérique Latine, forgée à partir des contributions de la théorie 'classique' du développement et des apports latino-américains (le structuralisme de la CEPAL, la théorie de la dépendance, ...). Certaines convergences apparaissaient avec « l'école française du développement » (F. Perroux, ...).

Le thème « énergie et développement » s'insérait parfaitement dans ce cadre et aussi dans le consensus de l'époque concernant les politiques publiques: État, planification, monopoles d'État, fermeture aux investissements étrangers, etc. Les approches ont évolué depuis, ainsi que le secteur énergétique lui même. L'IEJE, devenu IEPE (Institut d'Économie et de Politique de l'Énergie) a suivi ces évolutions et cela s'est reflété dans ces programmes d'enseignement et de recherche, auxquels se sont intégrés plusieurs étudiants latino-américains. Ce flux a donné lieu à des thèses, des missions et divers échanges, des réseaux plus ou moins formels (COPED, ...), des visites et séjours dans un sens ou dans l'autre, des coopérations, des publications, des associations aux recherches de l'IEPE, parmi d'autres réalisations. À travers tout cela, l'influence de l'IEPE s'est fait sentir directement et indirectement dans plusieurs pays d'Amérique Latine: des approches, des thèmes, des attitudes professionnelles liés à la formation grenobloise, face en particulier aux approches anglo-saxons et à la pensée dominante.

Des noms sont clairement liés à cet effort et à ces expériences diverses orientées vers l'Amérique Latine, en premier lieu celui de Jean-Marie MARTIN. Nous connaissons tous son rôle et son engagement personnel autant dans l'enseignement que dans la recherche, la qualité de son accueil offert aux étudiants latino-américains et sa générosité pour apporter ses connaissances et expériences lors de ses visites et ses missions en Amérique Latine. Sa contribution à un bilan comme celui que nous prétendons est indispensable, ainsi que du plus grand nombre possible d'autres acteurs ayant participé à ces échanges.

Il ne s'agit pas de réaliser un bilan la vue tournée vers le passé, mais de le faire au même temps qu'on engage un ensemble de travaux nouveaux ouvrant des nouvelles perspectives pour la recherche. Dans cette dynamique, de manière naturelle les vieilles questions, les acquis trop vite remis en cause, apparaîtront à la lumière des nouvelles approches tournées vers le présent et l'avenir. Cela est particulièrement vrai à un moment où de divers côtés des voix s'élèvent pour questionner les théories qui ont inspiré les politiques du développement mis en œuvre depuis les années 80s, en particulier celles prônées pour le secteur énergétique.

Modalités proposées:

- réalisation d'un colloque d'ici un an (l'automne 2003; par exemple) ; publication d'un ouvrage aux alentours de l'été 2004 ;

- Constitution d'un Comité scientifique de haut niveau, susceptible de suivre les travaux autant du colloque que de l'ouvrage qui en sortira.
- AVN pourrait, en contact avec le directeur de l'IEPE, de ses services et du Comité Scientifique, s'occuper des contacts et des invitations, de l'examen préliminaire des travaux, de l'organisation du colloque et de l'édition de l'ouvrage.
- Financement: sans négliger la recherche de financements (l'UNAM, le CNRS, etc.), dont le montant n'est pas perçu d'ailleurs comme s'élevant à des sommes fabuleuses, car on reposerait prioritairement sur les appuis trouvés directement ou indirectement par les participants eux mêmes, par exemple pour se déplacer au lieu du colloque (Grenoble? Mexico? Rio de Janeiro? Quito? Buenos Aires? S.C. de Bariloche?).

Participants:

1) Personnalités : Directeur et anciens directeurs du IEPE (Jean-Marie Martin, G.D. de Bernis, J. Percebois), du Programme Universitaire d'Energie de l'UNAM (Mariano Bauer, Pablo Mulás del Pozo, Manuel Martinez), Directeur IDEE de Bariloche, Secrétaire Général de l'OLADE; personnalités latino-américaines ayant eu des contacts avec l'IEPE ou avec J.-M.Martin : Victor Urquidi (El Colegio de México), Marcos Kaplan, C. Legna, Camilo et Estela Dagum, etc. Personnalités ayant appuyé ces échanges: George Couffignal (ex-directeur de l'IFAL de Mexico et de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine, de Paris), Paule Gentôt (ancienne Administratrice Adjointe de la Maison des Sciences de l'Homme)....

On trouvera certainement le moyen d'honorer la mémoire des personnalités et amis qui ne sont déjà plus parmi nous: Carlos Suarez, Fernando Fajnzylber, Miguel S. Wionczek, Raul Gastelum,

2) Contributions

2.1. Recherche:

- **Anciens IEPE:** Edmar de Almeida, Helder Pinto, G. Serrato Angeles, V. Rodriguez Padilla, J. Islas Samperio, Jesus Mora, Adilson de Oliveira, A. de la Vega Navarro, Hernan Duran, David Zylberstein, Oscar M. Guzman, Carlos Barrera, J. Pérez Arbelaez, Renan Baez, Otavio Mielnik, Arturo Villavicencio, Hugo Altomonte, Fernando Cuevas, J.J.Verdesio,
- **Membres ou associés à l'IEPE**, en particulier ceux ayant effectués des missions ou de travaux en Amérique Latine: M. Chatelus, D. Finon, J.-P. Angelier, Michel Damian, B.Bourgeois, C. Locatelli, J. Girod, Denise Cavard, etc.
- **Chercheurs/enseignants ayant eu des relations avec l'IEPE en rapport avec l'Amérique Latine:** H. Pistonesi (IDEE), B. Mommer (OIES-Oxford), Jacinto Viqueira (UNAM), Javier Estrada (Comision Reguladora de Energia-Mexique), J.M. Chevalier, E. Lebre La Rovere, Luis Pinguelli Rosa (COPPE/UFRJ), J.-C. Hourcade, Carlos Guillermo Alvarez (Colombie), Isaac Minian, J.-P. Tabet, Alberto Elizalde Baltierra (IMP), Ramon Pichs Madruga (CIEM, La Havane), Andre Tosi Furtado (Universidad de Campinas) ...

2.2. Témoignages et expériences:

- G. Rodriguez Elizarraras (ex-Secrétaire Général OLADE), J. Legiza (ENRE, Argentine), Hugo Altomonte (CEP AL, Chili),

- Des problématiques pourraient être trouvées pour évaluer les influences réciproques entre différents modèles «énergie, industrialisation, développement» (par exemple les discussions entre l'import substitution et l'expérience algérienne ou bien entre le «développement rentier» du Venezuela et les expériences des pays de l'OPEP (Sadek Boussena).

Note: La liste des possibles participants -personnalités ou institutions- n'est pas exhaustive: on veillera à ce qu'elle soit la plus ouverte possible. Toute indication dans ce sens sera particulièrement bienvenue.

Problématiques et principaux thèmes:

À partir des idées clés qui ont été présentes tout au long de ces échanges et des principales hypothèses qui ont permis de lancer les premiers travaux, il s'agira de soumettre les travaux réalisés à l'épreuve des faits, d'examiner leur évolution ou leur dépassement. Il s'agira aussi de tirer des enseignements pour l'avenir, autant pour la recherche en Amérique Latine que pour la continuation des échanges.

Dans une prochaine note on développera ces idées-force et hypothèses pour les soumettre à l'épreuve des évolutions ultérieures (qu'est-ce qui a été abandonné, qu'est-ce qui a résisté et mériterait d'être repris ou creusé; les nouvelles idées et problématiques qui ont émergé). À titre d'exemple des thèmes qui pourraient être développés:

- Industries de l'énergie et développement économique (pas de développement économique sans forte croissance des industries de l'énergie);
- État et marché dans la construction du développement énergétique (pas de développement énergétique sans une intervention décisive de l'État) ;
- Développement énergétique et modernisation technologique (les technologies de l'énergie en tant que leviers d'un apprentissage technologique généralisé) ;
- La rente, le marché pétrolier international et des formes particulières du développement économique;
- Énergie et intégration des économies latino-américaines ;
- Énergie, environnement et développement soutenable (ou l'absence de certains thèmes qui ont été pris en considération ultérieurement).

Présentation des travaux

- sur la base d'un résumé le Comité Scientifique acceptera les travaux proposés au Colloque et, une fois ceux-ci présentés, jugera de leur publication ultérieure. Ces travaux porteront sur les thèmes ou intérêts actuels de recherche de chacun, mais prendront en compte les questions suggérées par le Comité Scientifique;
- les travaux pourront être individuels ou élaborés collectivement entre des latino-américains et des membres ou associés à l'IEPE (formule fortement encouragée).

ARGUMENTAIRE ET PREMIERE PROPOSITION DU PROGRAMME (novembre 2002)

La mondialisation est le changement le plus englobant intervenu depuis qu'au cours des années soixante, latino-américains et français pensaient majoritairement le développement comme un processus "*hacia adentro*", par substitution d'importation et structuration des économies autour de pôles de développement. Dans cette perspective, les industries de l'énergie étaient conçues comme les acteurs de premier plan d'une intégration progressive entre marchés intérieurs, ressources nationales, constructeurs de biens d'équipement et détenteurs de compétences technologiques, les pouvoirs publics étant invités à faciliter cette intégration par le contrôle des échanges extérieurs, la fiscalité et la réglementation. D'évidence, les choses ne se sont pas déroulées de cette façon. Est-ce parce que la vision du développement était erronée ou parce que la soudaineté de la nouvelle phase de la mondialisation qui la rendait caduque n'a pas été anticipée ?

Les contributions et les débats du colloque devraient avoir comme premier but de déceler en quoi la mondialisation a profité ou pas au développement de l'Amérique latine en focalisant ce questionnement sur les industries de l'énergie et en recourant aussi souvent que possible à une approche comparative entre pays de la région et entre régions du monde. De façon plus précise, on devrait,

- explorer les manifestations de la mondialisation sur les industries de l'énergie en cherchant à identifier les ressemblances et différences entre pays sous l'angle de l'évolution des marchés, des investissements et de leur financement, des technologies, du management... ;
- évaluer et comparer les impacts sur le développement économique et social des changements d'organisation de ces industries en distinguant ceux induits par la mondialisation et ceux qui ont pu avoir d'autres origines.

Les hypothèses explicatives des différences observées renvoient vraisemblablement à des réformes structurelles et à des politiques publiques guidées par des trajectoires institutionnelles. Le deuxième but du colloque serait donc de rechercher dans l'histoire longue de chaque pays les évolutions institutionnelles qui expriment une dépendance du sentier (*path dependency*) et qui orientent les choix énergétiques du présent. Tous ceux qui ont une expérience dans ce domaine savent en effet que les options prises à un moment donné contraignent de façon durable le devenir énergétique d'un pays, non seulement par l'inertie qu'engendre la longue durée de vie des investissements mais aussi par les arrangements institutionnels, formels et informels, noués au cours de l'histoire. Cette approche présenterait l'avantage de donner une épaisseur historique aux développements industriels et politiques des dernières années et au débat actuel en Amérique latine. Elle serait nourrie des résultats auxquels sont parvenus certains collègues très engagés dans cette direction de recherche depuis quelques années.

Le recours à l'histoire est aussi une manière d'éclairer le futur. Ce dernier en effet « serait plein de tous les avens si le passé n'y projetait déjà son histoire » (André Gide). En troisième but, le colloque devrait donc mettre à profit sa meilleure compréhension des réactions nationales à la mondialisation, guidées par les trajectoires institutionnelles de chaque pays, pour s'interroger

sur le devenir des réformes engagées. Est en jeu de manière centrale, la capacité de proposer des formes d'organisation compatibles avec de nouveaux modes de développement (efficacité économique, équité sociale, respect des équilibres écologiques) et avec des environnements institutionnels en cours de rénovation. Ces trois buts sous-tendent l'architecture du colloque sans préjuger de son organisation finale ni du temps consacré à débattre de chaque groupe de questions

PROGRAMME INITIAL PROPOSÉ

A - Mondialisation et industries de l'énergie.

- A1. Ouverture des frontières, nouvelles dynamiques des investissements, stratégies des multinationales.
- A2. La globalisation financière et le financement multilatéral.
- A3. Les nouvelles orientations de la science et de la technologie. « From natural resources to the knowledge economy” ?
- A4. Perméabilités culturelles et idéologiques.

B- Réorganisation des industries de l'énergie.

- B1. Réformes structurelles, macroéconomiques et du secteur énergétique.
- B2. La réorganisation des industries pétrolières.
- B3. La réorganisation des industries électriques et gazières.
- B4. Conséquences du contrôle des actifs énergétiques par des firmes étrangères.

C - Politiques publiques et développement des prochaines décennies

- C1. Pouvoirs publics, nouvelles gouvernances et politiques de l'énergie.
- C2. L'énergie dans les intégrations régionales : des premiers projets aux projets de deuxième génération (ALENA, MERCOSUR, ALCA).
- C3. Efficacité économique, équité sociale et conception des services publics.
- C4. Energie, environnement, développement durable.
- C5. Compétition internationale et contraintes géopolitiques : les pays d'Amérique Latine, acteurs des évolutions énergétiques mondiales.